L'ABEILLE.

PAR BULLITT, CULLEN & MAGNE.

No. 81, rue Chartres.

Journal ... 8 00 payable d'avance.
Du ... 10 00

POUR PRÉSIDENT DES ETATS UNIS.

HENRY CLAY,

DU KENTUCKY,

Soumis à la décision d'une Convention Nationale

NOUVELLE ORLÉANS:
MARDI MATIN, 9 JUILLET 1839.

Hier, à l'heure ordinaire des séances du conseil de la première municipalité, le recorder ayant fait l'appel des membres, il ne s'en est trouvé que huit présents, conséquemment la séance a été renvoyée à lundi prochain, à 5 heures de l'après-midi.

FORCE DE L'OPPOSITION.

Suivant le *Herald* de New-York, le nombre total des votants aux Etats-Unis est d'environ 1,500,000, sur ce nombre 800,000, ou moins, appartiennent à l'opposition d'après les élections qui ont récemment eu lieu.

Nous croyons, nous, quels qu'en soient les auteurs, que l'opposition est plus forte que ne le prétend le Herald, en ne la supposant que de 100,000 suivant son calcul, on en tire forcément cette conclusion que l'opposition doit triompher aux prochaines élections présidentielles. Pour celui ne fait que rester uni et agir de concert.

La parti libéral (Whig), il est vrai, a souvent succombé dans la lutte, quoique ayant une majorité numérique et morale dans le pays, parce qu'il s'est divisé. Mais on doit espérer maintenant que, vu les dangers, par une fusion expérimentée, il triomphe toutes les fois pour renverser l'ennemi commun, et se saisir dominer par quelques mauvaises considérations de nous propre ou de localité.

Si nous voulons redonner l'activité, la vie, la gloire, la culture, et au commerce, si nous voulons relever le pays de l'affreuse position où il se trouve depuis longtemps, il faut arracher la direction des affaires publiques des mains d'une administration inhabile et corrompue. Tant que le parti ultra démocrate aura le pouvoir, il ne faut point se flatter d'obtenir aucun soulagement, parce que ce parti inhabile aux affaires et tout préoccupé de son idée d'égalité absolue, de nivellement des propriétés, ne saurait que nous plonger de plus en plus dans l'abyme.

C'est ce parti en effet, qui, *par ses expériences*, a fait tout le mal, c'est ce parti qui se raidit contre les leçons du passé pour nous tenir de force sous l'action de la banqueroute; c'est ce parti enfin qui, parodiant un mot fameux, a dit *périsse l'union plutôt qu'une utopie!*

Dans une telle situation, c'est à nous du devoir de tous les bons citoyens de se réunir pour affranchir pour sauver le pays! L'opposition possède incontestablement les trois quarts au moins de la somme totale d'intelligence, de fortune et de moralité du pays et son triomphe est sûre si la discorde ne se met pas dans ses rangs.

Et cette fusion il n'y a grâce à Dieu que bien peu d'éléments de division: il ne se présente que deux candidats dans la Présidence, chose on ne saurait compter Webster qui y a renoncé et Scott qui n'y saurait avoir aucun droit) et encore n'y en a-t-il réellement qu'un. Entre Clay et Harrison le choix ne saurait être un seul instant douteux, l'immense majorité des Etats a déjà proclamé le nom du *fils de l'ouest*.

Ce sera donc Henry Clay qui sera le candidat *élu* de la convention et dès lors, tout bon libéral doit le soutenir de toutes ses forces, parce qu'il ne s'agit pas ici d'un homme mais de principes, parce qu'il n'est pas question de flatter l'ambition d'un chef de parti, mais qu'il s'agit avant tout et pardessus tout de conquérir à la prospérité des Etats-Unis.

Certes nous n'avons point de craintes sur l'issue de la lutte, nous regrettons seulement qu'elle soit si longue parce que la position plus que critique des affaires ne pourra guère changer jusqu'alors et que les années doivent sembler longues à une société agonisante.

NOUVEAU PROJET D'ASSURANCES.

Nous lisons dans un journal du matin, l'exposition d'un nouveau projet d'assurances qu'il a soin de recommander à ses lecteurs, mais nous pensons que l'auteur a agi uniquement parce que le *Courrier* l'a frappé.

Pour nous qui dans les questions de commerce ou d'économie politique ne cherchons pas le *Grandiose*, nous n'avons remarqué qu'une chose, c'est qu'il était impraticable et ne pouvait être considéré que comme le rêve d'un homme de bien. Nous ne sommes pas ici dans la République de Platon, il faut considérer les hommes et les choses, et se garder de ces Utopies qui pourraient d'autant plus séduire quelques esprits généreux, qu'elles émanent d'un homme de bonne foi, soduit lui-même par les inspirations de son cœur.

C'est envain que le journal qui s'établit le patron de ce nouveau projet jusqu'à le dire *frappé par son Grandiose*, voudrait excuser de cette phrase banale *l'union fait la force*. Il n'agit de prouver si l'union en cette circonstance, serait morale et rationnelle, si elle n'encouragerait pas la témérité dans les opérations, et n'offrirait pas une prime à la mauvaise foi; si en un mot elle est praticable, car tout est renfermé dans ce mot.

L'assimilation qu'on voudrait faire d'une *association mutuelle contre les faillites* avec les associations contre le feu et la grêle, n'est pas admissible.

En effet! dans l'association contre le feu, l'évaluation de la propriété est facile à faire; la valeur est patente. Que si vous n'avez pas assuré la propriété pour un prix supérieur à sa valeur réelle, tout est dit: vous n'avez plusieurs à craindre de la mauvaise foi, vous n'avez à redouter que les accidens. Dans l'association contre la grêle, cette mauvaise foi contre laquelle on doit être en garde, peut encore moins avoir lieu que dans le cas précédent, puisque l'assuré ne peut dans aucun cas faire gagner sur sa propriété.

Il nous semble qu'il n'y a rien à répondre à cela, et que l'assimilation n'existe pas en réalité.

Ecoutons maintenant l'auteur du projet, et voyons comment il comprend son association d'une quelle laisse il la fait reposer.

La *moralité*, dit-il, *serait la première condition nécessaire pour être admis* ... Que signifie ici la moralité! Veut-on la prendre dans sa large acception, ou dans un sens plus restreint? Qui voudra s'ériger le juge de la moralité d'un autre, s'ingérer, dans sa vie intime, et violer par une investigation scrupuleuse le sanctuaire du foyer domestique.

Quel est le négociant honnête qui voudra se laisser bénévolement devant un jury qui peut *de libero moral entendre* son refus de l'admettre à l'assurance? Si au contraire vous restreignez la moralité dans la *probabilité* comme on le dit quelquefois nauseusement, comment la déterminer! Un négociant cet repute solvable tant que sa signature n'a pas été protestée, aussi il pourrait entrer alors dans la société à la vieille d'être protesté. Vous inspecterez ses livres, répondra-vous! Mais combien de négociants dont les centures sont mal tenues et qui sont pourtant d'une solidité parfaite? Combien d'autres dont les livres sont parfaitement en règle, et qui n'en sont pas moins des fripons avérés, à en qu'on reconnaît plutard?

L'auteur continue: *chaque membre déposerait du contrant la valeur de son actif réel-approximatif.* Mais comment déterminer l'actif réel? ... Mais quelle réelle ne peut être connue qu'après une liquidation. Il ne suffit pas d'avoir des débiteurs sûr ses livres pour qu'ils paient; et comment savoir qu'ils paieront à quoi que l'échéance ne soit arrivée. Plus loin il ajoute *toute maison qui ferait partie de l'association pourrait en tout temps où elle en trouverait convenable demander un recours de l'association*. Mais ne voyez-vous pas que cet accordez une prime à la tiédeur, aux spéculations, à l'agiotage? Si je réussis, tant mieux, si je ne réussis pas, c'est égal l'association, est là pour me venir en secours. " Telle est l'éducation que vous ... à l'ambitieux; et b'instruisez-vous pas aussi l'immoralité au cœur de la société?

Voilà les considérations qui nous ont frappé à la lecture du projet, et qui nous font prédire sans être prophète, son avortement complet. Si l'on persiste, nous aurons bien d'autres choses à dire.

L'auteur entièrement préoccupé du principe philantropique de projet qu'il n'a envisagé que d'un côté, a formulé en aucune manière le mode principal sous lequel on pourrait l'appliquer. Il a cependant ... et ce n'est pas le moins difficile de l'affaire. Nous ... ce système qui ... par article

En attendant notre opinion est, tout en rendant ... nous avons bonnes intentions de l'auteur, que ce projet doit être relégué dans le nombre de ces bonnes intentions ... l'application serait dangereuse et elle n'était impraticable en réalité.

HAVANE.

Etat des exportations de Sucre du Port de la Havane pendant 50 ans, de 1789 à 1839 inclusivement d'après le *Havana Mercantile Report* du 15 juin dernier.

	Caisses.		Caisses.		Caisses.
1789	6,9126	1799	165,662	1809	302,293
90.	77,866	1800	149,082	1810	196,272
91	85,014	1	159,741	11.	136,968
92	79,864	2	204,404	12.	138,319
93.	87,970	3	156,873	13.	173,940
94	103,639	4	153,954	14.	176,350
95	70,437	5	174,344	15.	176,248
96.	102,374	6.	156,548	16.	200,487
97	118,086	7.	181,272	17.	217,000
98.	134,878	8.	125,375	18.	207,378
990,8[illegible]		1,661,673		1,983,372	

	Caisses.		Caisses.		Caisses.
1819	1[illegible],743	1829.	260,065		
1820.	219,893	1830.	305,749		
2[illegible]	236,669	31.	276,229		940,238
22	263,632	32.	301,578		1,661,673
23	300,264	33.	384,998		1,983,372
24	347,087	34.	394,537		3,449,464
25.	380,039	35.	318,956		3,029,936
26.	283,748	36.	312,646		
27	261,664	37.	318,240		2,964,398
28	264,216	38.	288,866		
	2,449,461		3,029,936		

Voici quel était le mouvement d'exportation du sucre antérieurement, suivant M. De Humboldt.

De 1760 à 1764 (année commune environ) 3,000 c[illegible]
1770 à 1778 (année commune environ) 30,000 -
1788 - 43,000
1787 - 61,000
1788 - 69,000

Etat des exportations de café du Port de la Havane pendant 24 ans, de 1816 à 1838 inclusivement.

Arrobes.	Arrobes.	Arrobes.	Réc.
1816. 918,152	1822. 896,344	1828. 1,291,398	
17. 379,280	23. 679,386	29. 1,394,641	
18. 769,281	24. 850,945	30. 1,882,363	(5,400,161)
19. 779,525	25. 1,948,988	31. 934,769	(806,324)
20. 645,716	26. 1,455,900	32. 919,261	(9,898,344)
21. 882,848	27. 776,940	33. 998,493	
(8,792,649)	(9,402,506	37. 1,406,636)	
28. 801,488	38. (1,083,505)	38. 916,837)	
5,699,161)	6,008,934)	9,008,344)	(24,604,830

La culture du café a été introduite dans l'île de Cuba en 1797 et 98 par les émigrans français de St. Domingue, et suivant le même auteur, l'exportation de la Havane en 1804 n'était que de 50,000 arrobes et 5 ans plus tard, en 1809, elle s'est élevée à 300,000 arrobes.

COUR CRIMINELLE

Séance du 8 Juillet.

La cour a été réunie à dix heures du matin, suivant l'ajournement.

M. Maureau a prononcé son discours d'ouverture et a expliqué à nouveau l'accusation jusqu'à 3 heures. Il a été appliqué à prouver que la liberté a une tendance à troubler l'ordre. Après avoir été interrompu par M. Cohen, l'avocat général a terminé en citant deux cas à l'appui de l'opinion qu'il a émise plus haut.

Il a cité l'opinion du Juge Story sur la constitution et celle du juge Kent sur le même objet. Il a été alors interrompu par Mr. Peyton qui a dit avoir été mal compris par M. Maureau, et a développé en quelque sorte ses idées.

Après le discours de l'avocat général, M. Soulé a déclaré qu'il avait une observation à faire sur les deux jurisconsultes par l'avocat général. M. Soulé a demandé cela non comme une faveur mais comme un droit. Dans cette réplique M. Soulé a accusé l'avocat général de mauvaise foi. Après une vive discussion et quelques réparties piquantes de M. Peyton, la cour a renvoyé à demain à dix heures, c'est à cette séance que les avocats du défendeur doivent répondre à l'avocat général sur les nouveaux points de loi qui ont été soulevés.

CORRESPONDANCE DE L'ABEILLE.

New-York, 27 Juin.

Le globe et son locataire ne cesse de faire retentir à nos oreilles les mots de "démocratie", de "parti démocrate", de mécanique des banques, etc. ... Cependant, parmi ceux qui ont à New-York quelque influence dans l'administration du trésor et qui sont fréquemment consultés par le secrétaire de ce département, il y a une personnalité qui n'est autre chose qu'un "banquier de banque", un vrai fédéraliste de la vieille école. George Newbold est, et a toujours été, un des soutiens les plus acharnés du parti fédéral, il est à la tête de la banque d'Amérique, et conséquemment Mr. Nagbold est le correspondant et le soupçonné Mr. Woodbury.

Vous vous rappelez la loi qui l'a appelé gold bill, qu'il a été adoptée au congrès pendant deux ou trois sessions, et ensuite rapportée quelques mois après. Dans cette loi il de prévoyait, en conséquence laquelle plusieurs banques ont été faites. Le but de cette loi était d'empêcher l'exportation du, notre or monnayé. Un autre bill dans le même but, était prêt d'être adopté, quand tout d'un coup on y fit un changement important. Par un amendement, une certaine quantité d'alliage, s'élevant à 7 ou 8 pour cent, devait être introduite dans l'or monnayé. Ceci équivalait à une prime sur tout or monnayé qui pouvait être importé. Il y a des gens qui ont trouvé que ce bill, sous un nouvelle forme, était une *bonne chose*, quelques personnes ont supposé que M. Newbold était lanquier, il pourrait expliquer les motifs qui ont fait que le bill a été modifié, avant d'être présenté pour être adopté.

Il n'est pas d'homme sensé qui n'ait été à même de voir les effets de cette loi. Il y a des sénateurs qui l'ont vu et qui ont voté en conséquence. Dans aucun pays, on ne peut avoir avec autant d'avantage une égale circulation d'or et d'argent. L'une ou l'autre de ces monnaies doit être la plus répandue, la plus en usage; ainsi en France, c'est l'argent, en Angleterre au contraire, c'est l'or. Avant l'adoption du bill ci-dessus, l'argent était presque seul en circulation aux Etats-Unis; aussi nous mit-il en opposition directe avec le marché monétaire anglais, parceque quand le taux du change était en faveur de celui-ci, son or devait être exporté.

Depuis le jour où le général Jackson est monté au pouvoir, les maux qu'à occasionnés cet état de chose se sont été si nombreux, et la conduite du gouvernement a tellement contribué à les augmenter, que l'on espérait que l'administration, sentant son incapacité en pareille matière, renoncerait une bonne fois à intervenir dans cette question. Mais il n'en a pas été ainsi, et je le regrette profondément.

Entre autres choses, la crainte que tout l'argent ne fut exporté a vivement alarmé l'administration, et alors elle a soumis au secrétaire du trésor cette grave question "quel est le remède! Maintenant que croyez vous qu'a répondu M. Woodbury? Ni plus ni moins que ceci—c'est que par l'introduction de certaine quantité d'alliage dans l'argent monnayé, comme dans l'or, on pourrait réparer une première erreur et causer ainsi, apparemment, la circulation dans l'état où elle était avant la fabrication du "Goldbill." Ce nouvel essai sur la circulation ne l'a pas seulement en vue, mais M. Woodbury est dans la ferme intention de présenter cette nouvelle loi au congrès. Il a en outre écrit à M. Newbold de la banque d'Amérique, dans cette ville, pour lui demander son opinion sur ce projet, et M. Newbold est aujourd'hui après consulter à ce sujet des têtes un peu moins crueuse que la sienne. Ce que je vous dis là n'est point un bruit vague: je le tiens au contraire de source certaine; nous sommes réservés à de nouveaux essais, et je crains fortement que celui que l'on médite ne soit pas le moins nuisible au pays, de tous ceux dont M. Van Buren nous a gratifiés.

Depuis qu'il a été déclaré que M. Webster se retirait de la candidature à la présidence, ses vrais amis dans cet Etat ont agi avec beaucoup de sagesse. Il y a, il est vrai, parmis eux quelques mercenaires, qui ne veulent, qui ne demandent qu'une chose—des places; ceux là montrent un grand désappointement et une vive mortification; mais ils sont en très petit nombre et l'espoir d'une récompense nous assurera leurs services, si toutefois leurs services paraissent être de quelque valeur. Dans tout parti, dans toute faction on trouve plusieurs de pareilles gens, mais—"par leurs œuvres nous les apprécierons"—Maintenant l'opinion générale, on peut dire universelle en que le candidat choisi par la convention sera soutenu par l'opposition en masse, et il est probable ne pas être que M. Clay, il n'y a qu'une voix là dessus.

Les amis du général Harrison n'ont jamais sérieusement envisagé la question. Il est toujours été d'avis que le choix de la convention devait être prononcé, et persuadés que M. Clay sera nommé par elle, plusieurs d'entr'eux sont devenus ses zélateurs, parce que M. Clay est le seul candidat qui puisse être présenté dans l'Etat de New-York, et personne ne saurait soutenu par la grande masse des conservatifs qui n'accepteront que lui comme candidat opposé à M. Van Buren.

Il est inutile de parler du général Scott. Tandis qu'il se présente comme un brave soldat, on ne voit pas qu'il ait ... comme un chef militaire, ou comme un homme d'Etat. Il est ... et ignorant en quelque sorte ... pays ... et ... personnes (connues ...) ... Il est ... Etats-Unis ... Mr. Van Buren ... chacun ... politique ... discuter ... examiner ... juste ou non; mais je crois que c'est ce qui plaît. Tout homme qui vise à ce poste éminent doit être jugé ... avant tout.

J'ai la ferme conviction que les deux tiers des whigs de l'Etat soutenu qu'on appelle des *Clayman*, c'est-à-dire qu'ils ont pour candidatura par la Convention nationale, mais qu'ils soutiendront toute candidature que sera choisi par elle, le grand point est de n'avoir les conservatifs. Les délégués de New-York à la convention de Harrisburg seront choisis par les citoyens soutenant les efforts des trois quarts de ces délégués soutenu favorable à M. Clay.

Le Massachusetts, Rhode Island et le Connecticut sont tout ... pour le candidat du Kentucky. Le Maryland ... du général Harrison, mais avant tout il a pris ... candidat qui obtiendra la convention.

La New-Jersey, le Délaware et le Maryland sont ... convention. En prépense ... vérité conservatif ... Clay, ... Mr. Nagbold ... Mr. Woodbury.

Vous vous rappelez la loi qui l'a appelé gold bill, qu'il a été adoptée au congrès pendant deux ou trois sessions, et ensuite rapportée quelques mois après. Dans cette loi il de prévoyait, en conséquence laquelle plusieurs banques ont été faites. Le but de cette loi était d'empêcher l'exportation du, notre or monnayé. Un autre bill dans le même but, était prêt d'être adopté, quand tout d'un coup on y fit un changement important. Par un amendement, une certaine quantité d'alliage, s'élevant à 7 ou 8 pour cent, devait être introduite dans l'or monnayé. Ceci équivalait à une prime sur tout or monnayé qui pouvait être importé. Il y a des gens qui ont trouvé que ce bill, sous une